

<http://www.econospheres.domainepublic.net/Crise-grecque-changer-l-Europe>



Crise grecque : changer l'Europe, avant qu'il ne soit trop tard

- Archives Textes -

Date de mise en ligne : vendredi 3 août 2012

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

La crise grecque a franchi ces dernières semaines une nouvelle étape. Les élections législatives du 6 mai ont débouché sur une débâcle des deux partis dominants, une victoire de la gauche antiaustérité, mais aussi du parti néo-nazi Aube dorée. Le blocage politique semble pour l'instant total. De nouvelles élections sont convoquées pour le 17 juin sur fond de fuite des capitaux et de rumeurs de sortie de l'euro.

Du 27 au 29 février 2012, je me suis rendu à Athènes dans le cadre d'une mission regroupant une vingtaine de syndicalistes et d'activistes de divers pays d'Europe. Le but de cette mission était triple : avoir un aperçu de la situation du pays ; rencontrer des acteurs de la scène sociale et politique grecque ; essayer de percevoir dans quelle direction le pays se dirige.

Les premiers indices de la crise apparaissent assez vite après être sorti de l'espace feutré et international de l'aéroport. L'aéroport Venizelos se trouve à une trentaine de kilomètres d'Athènes. Pour gagner le centre-ville, il faut emprunter un métro qui circule en surface le long de l'autoroute. Le premier spectacle qui frappe, ce sont les immenses panneaux publicitaires qui surplombent la voie rapide. Ils sont dénués d'affiches. Les zonings industriels qui défilent donnent aussi une impression de vide : bâtiments inachevés, grues à l'arrêt, habitations de fortune construites à partir de divers matériaux récupérés... À Athènes l'atmosphère est maussade. Il fait plus froid qu'à Bruxelles, le ciel est très nuageux et gris, battu par des bourrasques. Les passants sont rares, généralement taciturnes. Le taximan qui me conduit à l'hôtel ne pipe mot et a le visage fermé. Notre hôtel se situe à Exarchia, le quartier universitaire d'Athènes, l'un des hauts lieux de la contestation étudiante et radicale. C'est dans ce quartier qu'ont eu lieu en 1973 les principales manifestations contre la dictature des Colonels. C'est ici que s'est produit le 6 décembre 2008 le meurtre d'un étudiant de 15 ans par la police [1], déclenchant pendant deux semaines manifestations de rue et émeutes. C'était bien avant que l'on ne parle de la crise grecque et des plans de la troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, FMI). Ma première incursion dans le quartier me donne d'autres indices de la crise. Dans les rues, la plupart des magasins semblent fermés. Les rideaux de fer sont abaissés, les devantures sont vides. L'université à un bloc de l'hôtel fait penser aux photos bien connues de la Sorbonne en Mai 68. Les murs sont couverts de graffitis politiques. Plus loin, un artiste a réalisé une fresque représentant deux grandes têtes de mort ricanantes. Mai 68, avec une tonalité plus funèbre... Au coin de certaines rues, des policiers en tenue anti-émeute avec matraque et menottes font le guet. Ce soir, le quartier est pourtant absolument calme ; la grande manifestation d'il y a deux semaines contre le dernier plan d'austérité, qui a mis 500.000 personnes dans les rues et dont les images ont fait le tour du monde, n'est plus qu'un souvenir. Les étudiants dénoncent un contexte de plus en plus sécuritaire ; la police multiplie les intimidations et les contrôles arbitraires contre les étudiants et les SDF.

Pays en état de choc

Depuis 2010, la Grèce a subi plusieurs plans d'austérité qui l'ont menée à une véritable crise humanitaire. La baisse du niveau de vie est d'une ampleur sans précédent en Europe occidentale depuis la Seconde Guerre mondiale. Le PIB chute pour la cinquième année consécutive. En moyenne, les revenus et les salaires ont baissé de 30 %, mais dans certains cas de 50 %... lorsque les gens sont payés. Nombreux sont les Grecs dont le salaire ou la pension n'ont plus été versés depuis des mois. « On ne sait pas ce que réserve le lendemain »... Les services publics sont en déliquescence : les écoles ne sont plus chauffées, leurs élèves ne reçoivent plus de manuels scolaires. Les patients

qui viennent à l'hôpital sont priés d'apporter eux-mêmes les médicaments dont ils ont besoin. Au moins 30 % de la population est en situation de pauvreté. Le taux de chômage officiel est de 21 % et de 51 % pour les jeunes (le plus élevé dans la zone euro). Une partie grandissante de la population n'a plus les moyens de se faire soigner et l'état de santé de la population se détériore. On estime à 25.000 le nombre de personnes qui vivent dans la rue à Athènes. Beaucoup sont réduits à se nourrir en fouillant les poubelles. Le taux de suicide a augmenté de 40 % entre 2010 et 2011 selon les chiffres de la revue médicale The Lancet. Comme l'exprime une militante de l'association CADTM [\[2\]](#) en Grèce, « les morts vont marcher dans les rues d'Athènes ».

Les plans d'austérité conduisent à un démantèlement de l'État. Le mémorandum signé avec la troïka prévoit un programme de privatisation de 50 milliards des actifs de l'État. Celui-ci concerne entre autres les télécoms, le gaz et l'électricité, la poste, les services de distribution d'eau, les ports du Pirée et de Thessalonique, la loterie et différents domaines de l'État. Des coupes sombres dans les emplois publics ont lieu. Dans le secteur privé, les conventions collectives ont été supprimées. Le droit de grève est de plus en plus virtuel : les travailleurs qui font grève risquent le licenciement pur et simple.

Crise du système politique

Au début de la crise, une grande partie de la population admettait la nécessité d'une politique d'austérité. Elle pensait que cette politique était une étape obligée pour curer les maux du passé et remettre le pays sur le chemin du développement économique. Il est cependant rapidement apparu que la politique de la troïka est bien plus qu'une politique d'austérité ; c'est une attaque frontale contre l'État social, sans précédent en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il apparaît également que cette politique aggrave la crise au lieu de la résoudre. De manière prévisible, l'attaque frontale contre les revenus, les salaires, les emplois et les services publics, ont fait basculer l'économie dans un cercle vicieux. Les dépenses publiques ont diminué, mais les recettes fiscales encore plus, étant donné l'effondrement de la croissance. La dette continue donc de gonfler. L'hypothèse d'un défaut du pays et de sa sortie de la zone euro sont de plus en plus probables, et les fuites de capitaux s'intensifient.

Comme le souligne l'un des économistes les plus écoutés en Grèce, Yanis Varoufakis, la politique menée en Grèce ne vise pas à sauver le pays, mais à sauver les banques. Au cours de cette décennie, le pays a connu comme les États-Unis et d'autres pays d'Europe une bulle du crédit. Les banques grecques et européennes ont commencé à prêter des sommes extravagantes à la Grèce. Avec l'éclatement de la bulle, elles se retrouvent avec une montagne de dette. La troïka estime que c'est à la population grecque qu'il faut faire payer la note. Au début de la crise, comme le souligne Varoufakis [\[3\]](#), le gouvernement grec envisageait une politique d'austérité axée sur l'augmentation de la taxation des plus riches. Un problème bien connu de l'économie grecque est le fait que les riches et certains secteurs de la société échappent largement à l'impôt. Devant l'incapacité du gouvernement à reprendre le contrôle de sa fiscalité, la troïka a alors demandé au gouvernement grec d'adopter des mesures touchant l'ensemble de la population, y compris les couches les plus faibles de la société : élévation de la TVA, coupes sombres dans les salaires, les revenus, les emplois, la sécurité sociale et les services publics. Pour Varoufakis, la troïka se moque de la manière dont l'argent des banques pourra être récupéré. Les dirigeants de l'Union européenne et du FMI sont prêts à faire payer à peu près n'importe quel prix à la population grecque.

Pour la plupart, les acteurs que nous avons rencontrés à Athènes partagent cette analyse. Ils estiment que cette crise n'est pas seulement sociale et économique, mais qu'elle s'accompagne d'une attaque frontale contre la démocratie. Les dirigeants européens profitent de la crise pour imposer une révolution néolibérale. Celle-ci implique de prendre de plus en plus de libertés avec la démocratie. Ainsi, en novembre 2011, George Papandreou a été forcé de démissionner par Merkel et Sarkozy, parce qu'il avait lancé l'idée d'un référendum sur l'accord sur la dette conclu avec l'Union. Un technocrate non élu, Lucas Papademos, a alors été nommé premier ministre, à la tête d'un gouvernement regroupant les sociaux-démocrates, les conservateurs et bénéficiant du soutien au parlement du

LAOS, un parti d'extrême droite orthodoxe. Papademos a été gouverneur de la Banque de Grèce entre 1994 et 2002, puis vice-président de la BCE jusqu'en 2010. C'est durant son mandat à la tête de la Banque de Grèce qu'a eu lieu le trucage des chiffres de la dette publique grecque, avec les artifices comptables fournis par la banque américaine Goldman Sachs. Le court-circuitage de la démocratie apparaît également dans l'arrogance des dirigeants européens à l'égard du pays. Ainsi, lors du vote du dernier plan d'austérité, la troïka a forcé le Pasok (socialiste) et la Nouvelle Démocratie (conservateur) à signer un engagement à poursuivre la politique actuelle après les élections législatives.

À partir de 2011, les mouvements sociaux grecs ont placé la résistance sur le terrain politique, et pas seulement sur le terrain économique, social et matériel. Leurs principales revendications étaient l'arrêt de la politique d'austérité, mais aussi le renversement d'un gouvernement illégitime et la restauration d'une « démocratie réelle ». Des mobilisations de plus en plus massives se sont produites en Grèce. En mai 2011, des centaines de personnes ont occupé la place Syntagma, la place centrale d'Athènes en face du Parlement, reprenant les tactiques développées en Égypte lors du printemps arabe et à la Puerta del Sol à Madrid par les Indignés. Le mouvement de la place Syntagma regroupe à la fois des déçus des deux principaux partis et des jeunes en situation précaire, des chômeurs, des étudiants. Pendant deux semaines, ces Indignés grecs ont occupé la place Syntagma, ce qui leur a donné selon le politologue Costas Douzinas, « un énorme sentiment de liberté. Sans la mobilisation de Syntagma, il n'y aurait pas eu la victoire de Syriza (coalition de la gauche radicale) ». Le point culminant des mobilisations fut l'énorme manifestation qui eut lieu le 12 février 2012, le jour du vote du dernier plan d'austérité. Des centaines de milliers de personnes ont encerclé le Parlement alors que les parlementaires votaient le nouveau plan d'austérité de la troïka, le mémorandum. Plusieurs parlementaires ont démissionné tandis que 20 élus de la majorité refusaient de suivre la consigne de vote et se voyaient immédiatement exclus de leur parti.

Le scrutin du 6 mai

L'effondrement des deux principaux partis politiques, le Pasok et la Nouvelle Démocratie, était donc annoncé depuis des mois en Grèce. Plusieurs des acteurs que nous avons rencontrés lors de notre mission évoquaient déjà une percée de Syriza et une chute des deux formations principales. En même temps, certains activistes ne cachaient pas un certain désappointement. La contestation allait crescendo depuis deux ans, mais sans paraître le moins du monde ébranler le gouvernement grec ni la troïka.

Il a fallu attendre les élections du 6 mai 2012 pour que la perspective d'une rupture du statu quo politique se produise. La défaite des deux partis qui avaient appliqué l'austérité était prévue ; mais peu d'observateurs s'attendaient à ce qu'elle atteigne une telle ampleur. Durant les décennies précédentes, ces deux partis avaient coutume de réunir ensemble de 70 à 90 % des voix. À quelques mois des élections, ils étaient crédités d'environ 40 % ; le chiffre a finalement été de 32 %. Le Pasok est le plus durement touché. Son score a baissé entre 2009 et 2012, de 44 % à 13 %, et de 3 millions à 800.000 voix.

La gauche radicale réalise une percée historique. Le parti Syriza, passant de 4,6 % à 17 % quadruple son nombre de voix par rapport aux dernières élections législatives. Ce parti a fait campagne sur le rejet du mémorandum de la troïka. Il est proche des mouvements sociaux qui ont été à l'avant-scène des mobilisations récentes. Un certain nombre de commentateurs et de dirigeants européens diabolisent Syriza, en lui collant l'étiquette d'un parti d'extrême gauche et anti-européen. Son président, Alexis Tsipras, réfute cette étiquette. Il se présente comme un « Jean-Luc Mélenchon grec » et a d'ailleurs récemment rencontré en France le leader du Front de gauche. Le commentateur politique Nikos Xydakis estime que Syriza « ne souhaite pas détruire le capitalisme » [4]. Syriza n'est pas non plus un parti anti-européen. Il revendique le maintien de la Grèce dans l'Europe et dans la zone euro. Ce parti défend le rejet du mémorandum de la troïka, la nationalisation de certains secteurs économiques, la réforme des institutions économiques européennes, notamment de la BCE. Son programme paraît plus proche d'un keynésianisme de

gauche que d'un anti-capitalisme sectaire.

L'autre composante importante de la gauche radicale est le Parti communiste (KKE). Avec 8,5 % des voix, il a également progressé, mais moins que Syriza. Le KKE se démarque fortement de Syriza par un communisme sectaire et un discours nettement anti-européen. Il préconise non seulement une sortie de la Grèce de l'euro, mais aussi de l'Union européenne. Le KKE a jusqu'à présent toujours exclu toute alliance avec Syriza dans l'éventualité où ce parti serait en mesure de former un gouvernement. La gauche radicale réunit au total 27 % des suffrages, mais reste donc profondément divisée.

Au-delà de la défaite des partis traditionnels et de la victoire de Syriza, le fait majeur est la progression de l'extrême droite. Prise globalement, l'extrême droite a progressé entre 2009 et 2012 de 6 % des voix à 21 %, si l'on compte les « Grecs indépendants ». Le parti « Aube dorée », pratiquement inexistant en 2009, représente aujourd'hui 7 % des voix. Il entre pour la première fois au parlement grec et compte 21 députés. Ce parti dérive d'un groupuscule violent créé en 1980 et spécialisé dans les agressions physiques contre des immigrants et des militants de gauche. Son logo évoque la croix gammée ; ses membres pratiquent le salut hitlérien. Ses dirigeants citent ouvertement Joseph Goebbels, l'idéologue de Hitler...

Au lendemain des élections, des négociations ont été lancées pour tenter de former un gouvernement. Les dirigeants de la Nouvelle Démocratie, de Syriza et du Pasok ont été chargés à tour de rôle de trouver une formule qui marche. Mais en vain. Les Grecs retourneront voter ce 17 juin. Certains sondages annoncent une nouvelle progression de Syriza, qui passerait en première position devant la Nouvelle Démocratie. Cela octroierait d'office à Syriza, en vertu de la loi électorale, un « bonus » de 50 sièges au Parlement. D'autres observateurs pensent plutôt que les deux partis pro-austérité vont limiter la casse ; enfin certains s'inquiètent d'une nouvelle progression de l'extrême droite, en particulier d'Aube dorée.

Espoirs et incertitudes

La période actuelle suscite à la fois un très grand espoir et de vives inquiétudes. Un grand espoir parce que la population a pu exprimer son rejet des politiques d'austérité. Ce rejet est absolument nécessaire étant donné la situation catastrophique du pays. C'est une première étape afin de concevoir un changement de politique, qui ne fasse plus reposer l'essentiel de l'effort sur les plus vulnérables. Cette politique est totalement contre-productive. Elle conduit à verser de l'argent (y compris l'argent des contribuables des autres pays européens qui « aident » la Grèce) dans un puits sans fonds afin de sauver les banques. Les partis qui ont soutenu le mémorandum ont été sévèrement sanctionnés. Même des dirigeants du Pasok ont dû reconnaître que le mémorandum sous sa forme actuelle n'est pas tenable et doit être renégocié.

Cependant, les élections grecques suscitent aussi une très vive inquiétude. Une organisation criminelle ouvertement néo-nazie fait son entrée au Parlement et il se pourrait bien que les élections du 17 juin aboutissent à un nouveau renforcement de l'extrême droite. La situation grecque rappelle à bien des égards la situation en Allemagne dans l'entre-deux-guerres. Il faut se rappeler que la montée du parti nazi dans les années 1920-1930 s'est faite, dans un premier temps au moins, par le mécanisme des élections démocratiques. Cette ascension de Hitler a été nourrie par la crise économique des années 1930. Elle a été aussi nourrie par la politique des Alliés vis-à-vis de l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. L'Allemagne a été saignée à blanc pour réparer les dommages qu'elle avait occasionnés durant la guerre 1914-1918. Cette politique a suscité un énorme ressentiment et permis finalement à Hitler de conquérir le pouvoir. Une autre inquiétude réside dans le blocage de la situation politique. L'extrême fragmentation du paysage politique n'a pas permis la formation d'un gouvernement, et rien ne dit que les élections du 17 juin changeront la donne. L'extrême gauche ne réunit pas actuellement suffisamment de sièges pour construire une majorité. Par ailleurs, elle exclut de s'allier au Pasok qui a mené les politiques néolibérales et est fortement

discrédité. La crainte d'un pourrissement de la situation qui pourrait profiter à l'extrême droite est donc réelle.

Au-delà de la Grèce, la sortie de crise dépend de la capacité des dirigeants européens à changer de politique. Ceux-ci portent une responsabilité majeure dans la situation. Ils n'ont toujours pas compris que les causes essentielles de cette crise ne résident pas dans la corruption de la classe politique grecque, mais dans des causes systémiques. D'abord, la crise financière de 2008. Ensuite, le caractère bancal de l'Union économique et monétaire (UEM). Une sortie de crise suppose une refonte de l'Europe. Une Union monétaire sans Union politique n'est tout simplement pas viable. Il est douteux que les dirigeants actuels aient la lucidité et la volonté politique de mener un tel projet. Comme l'exprime encore très gentiment Guy Verhofstadt, il y a un vrai manque de leadership actuellement en Europe. Les dirigeants européens restent en tout cas imperturbables face aux mobilisations qui éclatent un peu partout en Europe. L'élection de François Hollande crée un espoir de changement. Elle produit une modification de vocabulaire. Les politiciens européens n'avaient que l'austérité à la bouche, maintenant il y a la croissance... Cependant, derrière le même mot, ils mettent des réalités très différentes. Pour François Hollande, croissance rime avec création d'emplois publics et réforme de la BCE ; pour Angela Merkel, avec flexibilité du marché du travail et libéralisation des services publics. Les minijobs allemands pour toute l'Europe... Pour le changement de vision, il faudra certainement encore attendre un certain temps. Il suffit d'observer l'arrogance de certains dirigeants après les élections grecques. Face à la menace Syriza, J.M. Barroso et A. Merkel ont sorti la grosse artillerie et menacé la Grèce d'être expulsée de l'Union monétaire si elle refusait d'appliquer le mémorandum. Interrogé par Europe 1, le président de Syriza a rappelé que « lorsque Madame Merkel parle de la Grèce, elle ne parle pas d'un protectorat » mais d'un État souverain. Et que l'Europe qu'il a en tête est « une Europe des peuples plutôt qu'une Europe allemande ».

Au bout du compte, la balle se situe dans le camp des citoyens européens. L'Europe qui se construit actuellement n'a plus rien à voir avec celle qu'on nous a enseignée à l'école. Soit nos politiciens changent de cap ; soit ce sera aux citoyens de les forcer à le faire.

Post-scriptum :

Source originale : Etienne Lebeau, Crise grecque : changer l'Europe, avant qu'il ne soit trop tard, in Revue Démocratie n°12, juin 2012

[1] Alexandros Grigoropoulos, tué par balle par un agent de police à Athènes. Dans la soirée et durant les jours suivants, des groupements de jeunes affrontent les forces de police, tandis que des manifestations pacifiques s'organisent pour dénoncer le climat ambiant.

[2] Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde.

[3] Il est professeur à l'université d'Athènes et a été conseiller de 2004 à 2007 de George Papandreou.

[4] International Herald Tribune, 12-13 mai 2012.